

Développement durable de la riziculture

En matière de développement agricole, la première lettre de politique de développement agricole intervenu en 1992 a été revue et actualisée deux fois. La dernière actualisation a abouti à l'adoption du document en juillet 2007 sous la forme de Politique Nationale de Développement Agricole (PNDA) Vision 2015. Le nouveau document de politique agricole devrait contribuer à la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire, la diversification des productions vivrières, la réduction des importations du riz, l'amélioration de la balance des paiements et la protection de l'environnement. Elle s'articule autour de l'amélioration de l'efficacité des exportations familiales et des marchés, de la promotion de l'entrepreneuriat agricole grâce à la stimulation de l'initiative privée, de l'amélioration de l'accès aux marchés national, sous-régional et international des produits agricoles et de l'assurance d'une gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.

La République de Guinée s'est engagée, depuis 2004 dans le processus d'élaboration des politiques nationales en cohérence avec les engagements pris au niveau international et sous régional, notamment les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les stratégies de réduction de la pauvreté. La DSRP II, promulgué en juillet 2007 constitue aussi le cadre national d'intervention en faveur du développement économique et social. Il s'articule autour de trois axes principaux dont : l'accélération de la croissance avec de larges opportunités d'emplois et de revenus pour les populations pauvres, le développement et l'accès équitable aux services sociaux de base, et l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines. La DSRP assigne au secteur agricole et rural un rôle de premier plan dans la création de richesse et la sécurité alimentaire. Cette place est octroyée au secteur agricole et rural eu égard au potentiel de croissance de l'agriculture guinéenne – bénéficiant de conditions naturelles propices – et de l'ampleur de la pauvreté en milieu rural, 4 pauvres sur 5 vivent en milieu rural.

Dans ce contexte, la stratégie de développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche constitue un cadre d'opérationnalisation du DSRP. Cependant, pour que le secteur primaire joue pleinement son rôle de moteur du développement de la Guinée, le DSRP reconnaît l'importance de la stabilisation macroéconomique et du développement des infrastructures de base.

Le diagnostic du secteur primaire fait ressortir, outre les potentiels pour son développement, de nombreuses contraintes et problèmes à résoudre. L'option pour la réalisation des objectifs du Programme Détaillé du Développement Agricole en Afrique (PDDAA) d'allouer au moins 10% du budget national à l'agriculture, de réaliser 6% de croissance agricole annuelle et d'atteindre l'OMDI dicte le besoin d'améliorer la qualité et la cohérence des politiques et stratégies dans le secteur agricole. Dans cette perspective et pour atteindre cet objectif assigné, cinq programmes ont été définis pour le PNIA-Guinée, à savoir :

1. Programme de développement durable de la riziculture

2. Programme de diversification pour la sécurité alimentaire
3. Programme de promotion des exportations agricoles et de l'agrobusiness
4. Programme de gestion intégrée des ressources naturelles
5. Renforcement institutionnel et de coordination de la mise en œuvre du PNIA.

Objectifs et Résultats Attendus

L'objectif global du programme est d'assurer la sécurité alimentaire des populations guinéennes et de dégager des excédents en riz pour l'exportation. Les objectifs quantitatifs sur la période 2008–2016 sont (i) accroître la production rizicole de 3,5 fois, (ii) doubler la productivité en faisant passer les rendements de 1,2 à 2,45 t/ha, (iii) assurer une exportation de près de 50% sur le marché régional et international.

Les résultats attendus sont : (i) l'autosuffisance du pays en riz est assurée, (ii) les superficies irriguées en riz ont augmenté de façon significative et durable, (iii) le nombre d'exploitations agricoles ayant un accès aux intrants agricoles (semences améliorées, engrais et pesticides) est accru, (iv) les capacités des services de recherche et de conseils agricoles sont renforcées, (v) les zones de production et de commercialisation sont désenclavées, (vi) les emplois pour les jeunes et les femmes sont créés de façon

durable, (vii) les exportations du pays sont améliorées et diversifiées, (viii) les capacités des acteurs de la filière (producteurs, commerçants, décortiqueuses, transformateurs, etc.) sont renforcées.

La mise en œuvre du programme s'inscrit conformément aux orientations de la Politique Nationale de Développement Agricole (PNDA-Vision 2015) et de la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (SNDR) élaborée en 2009 dans le cadre de la « Coalition pour le Développement de la Riziculture en Afrique » (CARD), initiée par la Coopération du Japon.

L'amélioration des performances de la filière implique une croissance de productivité annuelle de +3%, soit +33% pour la période 2010–2018 pour l'atteinte des objectifs du PDDAA et une productivité annuelle de +7%, soit 100% pour la période 2008-2018 nécessaire pour atteindre l'OMDI à l'horizon 2018. Cet accroissement de 255% de la production rizicole est supérieur à celui fixé par la PNDA (74%) et la SNDR (132%) ; « une véritable révolution verte ».

Coût estimatif : Le coût estimatif de ce programme est de 1 300 millions de \$US.

La réussite de ce programme exige une coordination des efforts d'investissement dans les sous-programmes suivants :

SOUS-PROGRAMMES

I. PROMOTION DE L'IRRIGATION ET GESTION DE L'EAU EN RIZICULTURE

Objectifs et résultats attendus : Réaliser des nouveaux aménagements avec maîtrise totale de l'eau sur 110.000 ha et réhabiliter 50.000 ha en riziculture.

Activités :

- (i) Amélioration de l'accès à la terre et aménagements nouveaux avec maîtrise totale de l'eau sur 110.000 ha de terre
- (ii) Réhabilitation de 50.000 ha de plaines et bas-fonds
- (iii) Inventaire et diffusion des technologies disponibles en matière d'irrigation dans la sous-région et dans le reste du monde (Mali, Chine, Bangladesh, Inde, Egypte, Malaisie)
- (iv) Appui aux structures de suivi et de contrôle des travaux d'aménagement et d'entretien
- (v) Promotion de l'entrepreneuriat agricole et structuration des comités d'entretien et de gestion des périmètres (160.000 ha)
- (vi) Appui à l'implication du secteur privé dans la réalisation et la mise en valeur des grands aménagements.

Coût estimatif : 650 millions de \$US.

2. INTRANTS ET EQUIPEMENTS AGRICOLES

Objectifs et résultats attendus : améliorer la production, la distribution et l'utilisation des intrants et équipements agricoles nécessaires à la modernisation des exploitations et à l'intensification des systèmes rizicoles.

Activités :

- (i) Appui à l'implication du secteur privé dans l'approvisionnement et la distribution des intrants et équipements agricoles
- (ii) Mise en place de fonds pour l'importation des engrais et de crédits-intrants pour les producteurs
- (iii) Développement du réseautage des centrales d'achats des intrants agricoles
- (iv) Renforcement du professionnalisme des multiplicateurs de semences améliorées (secteur privé, OP et coopératives)
- (v) Renforcement des services de certification des semences et du contrôle de la qualité des engrais et pesticides ;
- (vi) Renforcement de l'application correcte de la législation et des réglementations sur les intrants et équipements agricoles en vigueur dans le pays.

Coût estimatif : 350 millions de \$US.

3. RECHERCHE, TRANSFERT DE TECHNOLOGIES ET CONSEILS AGRICOLES

Objectifs et résultats attendus : Réaliser des activités de recherche et de conseils agricoles permettant de lever les contraintes à l'amélioration de la production et de la productivité du riz.

Activités :

- (i) Appui à la reconstitution de la pureté variétale, production de pré-bases et bases en station ;
- (ii) Introduction et évaluation variétale pour le riz à grain de qualité (RGQ) : grain effilé, aromatisé, gonflant etc. répondant aux exigences du marché national, sous-régional et international
- (iii) Mise au point et diffusion de technologies de gestion intégrée de la fertilité des sols
- (iv) Réhabilitation des stations de recherche, des centres semenciers et d'appui à la vulgarisation ;
- (v) Appui à la diffusion du riz NERICA sur 300.000 ha à l'horizon 2018
- (vi) Renforcement de l'encadrement sur 160.000 hectares de riz irrigué

- (vii) Renforcement des activités de recherche post-récolte (décortiqueuses, étuveuses de riz en faveur des femmes)
- (viii) Appui à la structuration des acteurs de la filière (appui à la création et au fonctionnement, cadres de concertation, interprofession)
- (ix) Renforcement du partenariat entre le secteur privé et les producteurs (développement de logiques contractuelles et interprofessionnelles entre les différents acteurs de la filière)

Coût estimatif : 45 millions de \$US.

4. DEVELOPPEMENT DES CAPACITES D'ACCES AUX MARCHES AGRICOLES

Objectifs: Créer les conditions favorables à la commercialisation et à la transformation de la production nationale de riz sur les marchés national, sous-régional et international.

Résultats attendus : Ce sous-programme vise à : (i) désenclaver les principales zones de production et de commercialisation du riz ; (ii) renforcer les capacités de décorticage de 600 000 tonnes produites (dont 70% en industriel et 30% en artisanal); (iii) améliorer la qualité du riz répondant aux exigences du marché national, sous régional et international.

Activités :

- (i) Réalisation de 3.000 km de pistes rurales dans les zones à fort potentiel de développement de la riziculture
- (ii) Réalisation de 1.000 mètre linéaire (ml) d'ouvrages de franchissement dans les zones de commercialisation ;
- (iii) Mise œuvre d'un projet d'entretien de 1.500 km de pistes rurales

- (iv) Entretien de 1.000 ml d'ouvrage de franchissement
- (v) Réhabilitation et équipement de six marchés trans-frontaliers dont prioritairement : Sinko (Beyla), Sareboïdo et Djaoubhé (Koundara), Nongoa (Gueckédou), Lola, Kouremalé (Siguiri) ;
- (vi) Construction de 1000 magasins villageois pour le stockage de 100 000 tonnes de riz
- (vii) Appui à la construction d'un magasin de stockage de riz dans chacune des 33 préfectures
- (viii) Appui au secteur privé pour l'implantation d'une unité de production d'emballage de riz
- (ix) Appui au secteur privé pour la construction d'une unité de conditionnement des engrais et pesticides (Projet Toguna du Mali)
- (x) Appui à la mise en place d'un réseau de magasins de vente d'intrants agricoles (comptoirs agricoles)
- (xi) Appui au secteur privé pour l'implantation de 10 rizeries à moyenne capacité de 25.000 tonnes chacun
- (xii) Appui à la réalisation du Marché d'Intérêt National de Kagbéle (Dubreka)
- (xiii) Appui aux systèmes d'information de marchés (SIM)
- (xiv) Appui à la structuration des acteurs à l'aval de la filière.

Coût estimatif : 250 millions de \$US.

5. COORDINATION DU PROGRAMME

Coût estimatif : 5 millions de \$US.

Tableau I- Coûts du Programme I : Développement durable de la riziculture (millions \$US)

SOUS-PROGRAMMES	2009–2011	2012–2015	2016–2018	Total	Mobilisé	Gap
1. Promotion de l'irrigation et gestion de l'eau	150	250	250	650	500	152
2. Intrants et équipements agricoles	75	125	150	350	30	320
3. Recherche, transfert de technologie et conseils agricoles	5	15	20	45	5	40
4. Développement des capacités d'accès aux marchés agricoles	50	100	100	250	100	150
5. Coordination du programme	1,5	1,5	2	5	1	4
TOTAL PROGRAMME	281,5	486,5	522	1 300	636	664